



## Annexe 11

### La place de la France dans les classements internationaux

#### 1) Indice de The Economist Group

##### Résultats

Les pays notés de 8 à 10 sont des « démocraties », ceux de 6 à 8 sont des « démocraties imparfaites », ceux de 4 à 6 « Régime hybride », ceux inférieurs à 4 = « régime autoritaire ». La France appartient au premier groupe de pays, ceux considérés comme des démocraties.

##### Classement 2011 :

- 1<sup>er</sup> - Norvège
- 2<sup>ème</sup> - Islande
- 3<sup>ème</sup> - Danemark
- 4<sup>ème</sup> - Suède
- 5<sup>ème</sup> - Nouvelle-Zélande
- 20<sup>ème</sup> - Costa Rica
- 24<sup>ème</sup> - Ile Maurice
- **29<sup>ème</sup> - France**
- 33<sup>ème</sup> - Botswana
- 166<sup>ème</sup> - Tchad
- 167<sup>ème</sup> - Corée du Nord

#### 2) Human Security Report

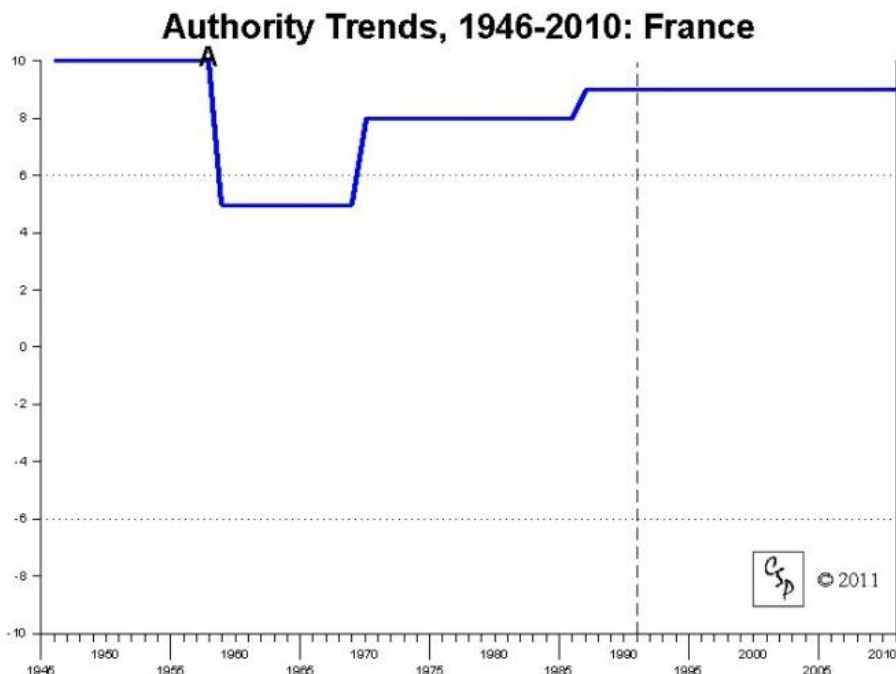
Trois catégories de pays sont établies: les démocraties, les autocraties et, entre les deux, les anocraties. La France est considérée comme une démocratie. Les indicateurs pris en compte, allant de 1946 à 2005, sont les suivants : le régime actuel est stable depuis 60 ans, elle n'a pas connu de conflit armé depuis 1946, ni de conflits internes, son score de "political terror scale" est de 2 – l'échelle allant de 1 à 4,5-, il n'y a pas de personnes déplacées à l'intérieur de son territoire et n'utilise pas d'enfants soldats. Mais elle a participé à 19 conflits armés internationaux, ce qui représente 24 années de conflits. Elle a également connu 1,180 batailles qui ont conduit à des morts sur son territoire. A titre de comparaison, le régime allemand existe depuis 57 ans ; depuis 1946, il a participé à trois conflits internationaux seulement.

#### 3) Le rapport mondial sur le développement humain

La France est classé 12<sup>ème</sup>. Ses institutions ont 9/10, alors que les 24 premiers pays ont 10/10. Elle obtient 2 pour les libertés civiles, l'échelle allant de 1 à 7, 50% des pays les mieux classés obtenant 1. Elle obtient 1 pour les droits politiques (comme les 22 pays les mieux classés), 21 pour la liberté de la presse, qui va de 0 à 100, la plupart des autres meilleurs pays ne dépassant pas 20, 1,11 dans l'item « Droit à la parole et obligation de rendre compte », ce qui nous place dernier des 20 premiers pays (l'échelle allant de -2,5 à 2,5), 1,04 dans « stabilité politique et absence de violence », ce qui la positionne en 19<sup>ème</sup> sur les 20 premiers ; en ordre public, elle a 5 sur une échelle de 0 à 6, elle a 1,22 sur l'item « État de droit », elle est aussi 19<sup>ème</sup> sur 20 ; 1,24 sur l'efficacité de l'action publique ; et 1,15 sur le trafic d'influence (de -2,5 à 2,5).

### a) Polity IV

L'échelle va de -10 à 10. Six catégories existent : avec 10, ce sont des démocraties pleines; de 6 à 9, ce sont des démocraties ; de 1 à 5, des anocraties ouvertes ; de -5 à 0, des anocraties fermées ; de -10 à -6, ce sont des autocraties, et les autres sont des régimes occupés. La note attribuée à la France est de 9 en 2010, de même qu'en 2009 – la France ne fait donc pas partie du premier groupe. Les États-Unis, le Chili, le Canada, tous les pays d'Europe occidentale, la Mongolie et l'Australie sont notés 10. Sont dans le deuxième groupe, comme la France, la plupart des pays d'Amérique du Sud, la Belgique, la République Tchèque, quelques pays africains, l'Inde, l'Asie du Sud Est, les pays Baltes.



### b) Freedom House

L'échelle de notation va de 1 à 7, avec les catégories suivantes :

- De 1 à 2,5 = pays libre ;
- De 3 à 5,50 = pays partiellement libre ;
- De 5,50 à 7 = pays non libre.

La France est considérée comme un pays libre, avec une note de 1. Sur le site, une analyse complète de la situation de la France est dressée en anglais ; elle comprend une description du régime, qu'elle qualifie de démocratie, des libertés civiles, considérées comme garanties (libre accès à Internet, liberté d'association, justice indépendante...), etc. Elle reprend également quelques points qui peuvent ternir cette qualité démocratique : la présence de Jean-Marie Le Pen au deuxième tour des élections en 2002, les émeutes dans les cités en 2005, les reconduites des Roms à la frontière depuis Nicolas Sarkozy, la violence qui perdure en Corse, les carences en terme de parité dans les fonctions électives et publiques... Accès au document complet : <http://www.freedomhouse.org/report/freedom-world/2013/france>.

L'indice calcule à part la liberté de la presse. L'échelle va de 0 à 100, avec de 0 à 30 = presse libre ; de 30 à 60 = presse partiellement libre ; et au-delà de 100, une presse non libre. La France obtient une note de 1.

### c) Banque Mondiale

Les notes vont de -2,50 à 2,50.

### d) International Country Risk Guide

Les notes vont de 0 à 6.

## e) Indice de Perception de la Corruption (de Transparency International)

Rappel : Cet indice mesure le niveau de corruption dans le secteur public perçu dans 176 pays, en les notant de 0 à 100, avec 100=pas de corruption et 0=aucune intégrité. En 2012, la France est 22<sup>ème</sup>, avec un score de 71, ex-æquo avec les Bahamas et Ste-Lucie. Les premiers ex-æquo sont le Danemark, la Finlande et la Nouvelle-Zélande, avec un score de 90. Singapour est classé 5<sup>ème</sup> avec un score de 86. En dernière position, on trouve l'Afghanistan, la Corée du Nord et la Somalie, notés à 8.

**Site Transparency International :** « Comme le soulignait un rapport de Transparency International publié en juin 2012, les règles de transparence encadrant la vie politique et économique française ne sont pas à la hauteur de celles en vigueur dans les autres grandes démocraties. La France est, par exemple, l'un des rares pays européens à ne pas rendre publiques les déclarations de patrimoine des élus.

Lois non appliquées, engagements non tenus : en matière d'intégrité de la vie publique, la France se caractérise aussi par l'écart entre les annonces et les actes. Trop souvent, les déclarations d'intention et les lois votées sous la pression internationale ou celle de l'opinion n'ont débouché, dans la réalité, que sur des mesures inadaptées ou inappliquées. L'insuffisance du dispositif d'encadrement du lobbying au Parlement, la rareté des condamnations prononcées à l'égard d'entreprises pour corruption d'agents publics étrangers ou le contournement des lois sur le financement de la vie politique constituent autant d'illustrations, non-exhaustives, de cet écart.

Ériger la lutte contre la corruption et l'éthique de la vie publique au rang de grande cause nationale.

Trente ans, c'est le temps qui est passé depuis les dernières grandes mesures d'un gouvernement français en matière de moralisation de la vie publique. Selon Daniel Lebègue, président de Transparency France, « *le temps est venu d'élaborer et mettre en œuvre un véritable plan national d'action dans ce domaine et d'ériger cet objectif en priorité nationale. C'est pourquoi Transparency International France militera en 2013 pour que le gouvernement reconnaisse à la lutte contre la corruption et à l'éthique publique le label de Grande cause nationale. Cette campagne nous paraît indispensable car les résistances aux changements sont encore fortes comme en témoigne par exemple la volte-face de certains parlementaires sur le cumul des mandats.* »

L'association anti-corruption appelle d'ores et déjà l'ensemble des élus, citoyens, entreprises, syndicats et organisations de la société civile à soutenir son appel sur [www.chaquesignaturecompte.com](http://www.chaquesignaturecompte.com). »

## 4) Le Baromètre de la Démocratie

### Résultats

#### 1. Poids de la loi : France : **25<sup>ème</sup> place.**

- Égalité avant la loi : 47,2 (1995)-46,7 (2005)
- Qualité du système légal : 58,3 (1995) – 55,8 (2005)
- Rôle de la loi : 55,2 (1995) – 53,1 (2005)
- TOTAL : 53,20

#### 2. Sphère publique : France : **Dernière place...**

- Liberté d'association : 5,8 (1995) – 2,5 (2005). 1er : USA : 45,6 ; avant-dernier, Australie, 20,0 !!!
- Liberté d'opinion : 25,6 (1995) – 26,9 (2005)
- Sphère publique : 3,6 (1995) – 1,6 (2005)
- TOTAL : 2, 14 – premier, USA : 55,9 – avant-dernier : Australie : 2,8

#### 3. Concurrence : France : **21<sup>ème</sup> place.**

- Vulnérabilité : 59 (1995) – 39 (2005)

- Manque d'ouverture : 52,1 (1995) – 36,3 (2005)
  - TOTAL : 55,04
4. Les pouvoirs de contrôle mutuels : France : 23<sup>ème</sup> place.
- Relation entre exécutif/législatif : 48,5 (1995) – 50,9 (2005)
  - Vérification des pouvoirs : 33,5 (1995) – 34,6 (2005)
  - TOTAL : France : 42,07 – Australie, 1<sup>er</sup> : 84,69 – UK, dernier : 16,37
5. Les capacités du gouvernement : France : 26<sup>ème</sup> place.
- Ressources du gouvernement : 52 (1995 et 2005)
  - Conditions effectives : 63,9 (1995) – 59,5 (2005)
  - TOTAL : France : 71,09 – Luxembourg, 1<sup>er</sup> : 91,99 – Costa Rica, dernier : 53,99
6. Transparence : France : 9<sup>ème</sup> place.
- Pas de secret : 67,2 (1995) – 72,5 (2005)
  - Processus de transparence : 53,4 (1995) – 54,9 (2005)
  - TOTAL : France : 67,86 – Nouvelle-Zélande, 1<sup>er</sup> : 85 – Chypre, dernier : 17
7. Participation : France, 11<sup>ème</sup> place.
- Égalité de la participation : 63,3 (1995) – 67,7 (2005)
  - Participation effective : 62,0 (1995) – 66,3 (2005)
  - TOTAL : France : 71,95 – Suède, 1<sup>er</sup> : 85,86 – Hongrie, dernier : 38,33
8. Représentation : France : 29<sup>ème</sup> place.
- Représentation propre : 31,2 (1995) – 32,5 (2005)
  - TOTAL : France : 37,75 – Islande, 1<sup>er</sup> : 89,79 – Japon, dernier : 20,92
9. CLASSEMENT MOYEN SUR LA PERIODE 1995-2005 :
- 1<sup>er</sup> - Danemark
  - 2<sup>ème</sup> – Finlande
  - 3<sup>ème</sup> - Belgique
  - 4<sup>ème</sup> - Suède
  - 5<sup>ème</sup> – Norvège
  - 6<sup>ème</sup> – Canada
  - 27<sup>ème</sup> – France
  - 28<sup>ème</sup> – Pologne
  - 29<sup>ème</sup> – Afrique du Sud
  - 30<sup>ème</sup> – Costa Rica

## 5) IDEA

La France n'a pas été évaluée par cet institut international.

## REFERENCES ET LIENS

### *Les différents indicateurs*

- Analyse 1 : L'indice de « The Economist » - [https://fr.wikipedia.org/wiki/Indice\\_de\\_d%C3%A9mocratie](https://fr.wikipedia.org/wiki/Indice_de_d%C3%A9mocratie)
- Analyse 2 : Le rapport sur la sécurité humaine de l'ONU - [http://www.hsrgroup.org/docs/Publications/miniAtlas/miniAtlas\\_en\\_data\\_table.pdf](http://www.hsrgroup.org/docs/Publications/miniAtlas/miniAtlas_en_data_table.pdf)
- Analyse 3 : Le Rapport sur le développement humain de l'ONU, fait de manière composite à partir :
  - a. des données de sciences politiques de « Polity IV » - <http://www.systemicpeace.org/polity/polity4.html>
  - b. des analyses libérales de la « Freedom House » - <http://www.freedomhouse.org/issues/democratic-governance>
  - c. de l'indice de la Banque Mondiale sur la bonne gouvernance - <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/ACCUEILEXTN/NEWSFRENCH/0,,contentMDK:20483202~pagePK:64257043~piPK:437376~theSitePK:1074931,00.html>
  - d. et de l'International Risk Guide - <http://www.prsgroup.com/> ; le Rapport de 2013 : [http://hdr.undp.org/en/media/HDR\\_2013\\_summary\\_FR.pdf](http://hdr.undp.org/en/media/HDR_2013_summary_FR.pdf)
- Analyse 4 : « L'indice de Perception de la Corruption » de Transparency International : [http://www.transparency-france.org/e\\_upload/pdf/transparency\\_france\\_\\_rapport\\_2012.pdf](http://www.transparency-france.org/e_upload/pdf/transparency_france__rapport_2012.pdf)
- Analyse 5 : « Le Baromètre de la Démocratie », des Universités de Zurich et de Berlin : <http://www.democracybarometer.org/>
- Analyse 6 : L'évaluation de la qualité de la démocratie, de IDEA International : <http://www.agoraparl.org/sites/default/files/valuer%20la%20qualit%C3%A9%20de%20la%20d%C3%A9mocratie%20Un%20aper%C3%A7u%20du%20cadre%20d%E2%80%99IDEA%20international.pdf>

### *Analyse des indicateurs*

- Analyse 1 : Article du journal La Libre, 28 janvier 2011 – critique : <http://www.lalibre.be/actu/belgique/article/638840/la-belgique-au-top-de-la-qualite-democratique.html>
- Analyse 2 : Article de Swissinfo, 6 février 2011 - analysant la mauvaise place de la Suisse : [http://www.swissinfo.ch/fre/politique\\_suisse/La\\_Suisse\\_n\\_est\\_pas\\_aussi\\_democratique\\_qu\\_elle\\_le\\_pense.html?cid=29361920](http://www.swissinfo.ch/fre/politique_suisse/La_Suisse_n_est_pas_aussi_democratique_qu_elle_le_pense.html?cid=29361920)
- Analyse 3 : Doc de l'ONU issu du Rapport sur le Développement Humain de 2002, « Évaluer la gouvernance : les indicateurs de la démocratie et des droits civils et politiques » - Page 36 -37 : <http://hdr.undp.org/en/media/hdrcomplet-f.pdf>
- Analyse 4 : Rapport sur les bases de données de la gouvernance, Cindy Duc, Emmanuelle Lavallée, EURISCO, Université Paris Dauphine <http://www.dauphine.fr/globalisation/duclavallee.pdf>
- Analyse 5 : Usage et abus des indicateurs sur la gouvernance, Christiane Arndt, Charles Oman, OCDE, 2006 <http://books.google.fr/books?hl=fr&lr=&id=NIRJqmLDbzkC&oi=fnd&pg=PA9&dq=governance+Indicators&ots=RVBKNdAwod&sig=eTn19Y5-U79ue67g6PgL3HwI6iU#v=onepage&q&f=false>

***Pour aller plus loin sur la situation française***

- Le « Baromètre Res publica, baromètre de la concertation et de la décision publique », janvier 2013, réalisé par l'institut privé Harris Interactive et le cabinet de conseil Res public : [http://www.respublica-conseil.fr/IMG/pdf/Barometre-Respublica\\_2013.pdf](http://www.respublica-conseil.fr/IMG/pdf/Barometre-Respublica_2013.pdf)
- Article du Freedom House qui analyse l'histoire et l'actualité de la démocratie française : <http://www.freedomhouse.org/report/freedom-world/2013/france>.